



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFÉRENCE

Trente-cinquième session

Rome, 18-22 novembre 2008

**ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
À LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION (SESSION
EXTRAORDINAIRE) DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO**

Monsieur le Président de la Conférence,

Monsieur le Président indépendant du Conseil,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Cette session extraordinaire de la Conférence a été convoquée pour accélérer la mise en œuvre des décisions prises par les États Membres à la suite des recommandations de l'Évaluation externe indépendante de la FAO.

(La réforme de la FAO)

Les États Membres, la direction et le personnel de l'Organisation partagent la vision d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition. L'alimentation et l'agriculture doivent contribuer à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres et à assurer un développement économique durable.

Dans un contexte économique et climatique chaque jour plus difficile, la FAO doit donc s'adapter pour répondre aux attentes de ses États Membres. Nous devons pour cela construire une « nouvelle FAO ». Cela exige de notre part à tous dévouement, détermination, bonne foi, confiance réciproque et travail acharné.

La FAO a eu le privilège de bénéficier d'un examen indépendant approfondi de sa gouvernance, de ses programmes et priorités, ainsi que de ses systèmes de gestion, de son administration et de sa structure organisationnelle. Ce travail a été effectué sous la supervision des Organes directeurs et avec le financement direct des États Membres.

Comme l'indique l'Évaluation, le monde est confronté en permanence à de « *nouveaux défis que seule une organisation à vocation mondiale disposant du mandat et de l'expérience de la FAO peut relever avec autorité et en toute légitimité* ». Nous devons aujourd'hui redoubler d'efforts pour relever les défis qui sont devant nous.

Je suis reconnaissant aux pays membres pour leur engagement exceptionnel dans l'élaboration du rapport du Comité de la Conférence. Je voudrais remercier en particulier le Président du Comité de la Conférence, M. Noori-Naeini, et les Vice-Présidents, Mme Van Ardenne et M. Ngirwa. Ils ont conduit à bonne fin ce processus difficile qui a nécessité 90 réunions officielles cette année. Je voudrais saluer les efforts inlassables des présidents, co-présidents et les vice-présidents des groupes de travail. Je voudrais enfin vous remercier, vous tous, Représentants des États Membres pour tout ce travail réalisé dans la concorde. Ce que vous avez fait est unique dans l'histoire des Nations Unies et je suis fier de voir la FAO devenir ainsi une référence sur la voie de l'excellence.

Ces efforts intensifs au cours de cette année ont abouti à la préparation d'un Plan d'action immédiate (PAI). Il représente une feuille de route ambitieuse pour le renouveau de la FAO. Ce Plan a établi une vision de la FAO, de ses priorités et de ses programmes. Il définit sa gouvernance et ses systèmes administratifs. Il conduit à un changement de culture et à une restructuration organisationnelle. Le personnel de la FAO a participé de façon active à tout ce processus. Je voudrais donc remercier toutes celles et tous ceux qui, au sein du Secrétariat, ont permis par leurs efforts et leur persévérance d'arriver à ce résultat positif.

Dès la publication du rapport de l'Évaluation, j'avais pris des mesures de mise en œuvre des recommandations relevant de mes pouvoirs. Dans la gestion administrative, des délégations d'autorité ont été faites au Siège et dans les bureaux décentralisés et des procédures ont été simplifiées. Il s'agissait aussi de dégager 22 millions d'USD de gains d'efficacité dans le Programme de travail et budget (PTB) pour 2008-09, conformément aux conclusions de la dernière Conférence. Ensuite, je me suis engagé à réduire d'un tiers en 2008, 2009 et 2010 les postes permanents de la catégorie des Directeurs, qui étaient au nombre de 120 au début de janvier 2008. Dans le cadre de la « Réforme avec croissance », l'essentiel des économies dégagées grâce à cette rationalisation sera réinvesti dans les programmes techniques. Enfin, en réponse à l'accent mis sur les aspects psychologiques, une Équipe composée de fonctionnaires de tous niveaux, au Siège et dans les régions, a été chargée de promouvoir le changement de culture.

Après cette session extraordinaire de la Conférence, il faudra engager résolument la mise en œuvre, au cours des années 2009, 2010 et 2011, du Plan d'action immédiate. Je suis certain que pendant cette période, nous serons à même de mieux cerner nos objectifs stratégiques et de mieux cibler nos priorités et programmes. J'ai la conviction que ce Plan permettra également d'améliorer la gouvernance et le contrôle par les États Membres, assurant ainsi la transparence dans le fonctionnement de l'Organisation et la compréhension mutuelle.

En outre, ce Plan d'action immédiate prévoit une véritable refonte du fonctionnement de la FAO, notamment par une réforme de ses processus financiers, une réorganisation de ses structures au Siège et dans les bureaux décentralisés. Il va nécessiter des modifications dans les liens hiérarchiques et la gestion des ressources humaines. L'année 2009 sera consacrée aux travaux préparatoires d'exécution des activités du prochain exercice biennal. En outre, le rapport final de l'Examen détaillé actuellement mené par des consultants externes doit être prêt au cours du premier semestre de 2009.

Évaluation a rappelé que l'un des principaux obstacles à la réussite de la réforme tient souvent au « *décalage entre les ressources disponibles et des objectifs trop ambitieux* ». Pour mettre en œuvre le Plan d'action immédiate, des investissements sont nécessaires dans les domaines de la gouvernance, des ressources humaines, des procédures administratives, de la gestion et de la programmation, tant dans les structures du Siège que dans les bureaux décentralisés. Les fonds nécessaires pour conduire les changements de 2009 s'élèvent à 21,8 millions d'USD. Il faut donc éviter de perdre du temps. Les différentes actions doivent pouvoir commencer dès la fin de cette Conférence. J'espère que les États Membres manifesteront leur volonté politique et leur appui ferme à cette réforme en faisant en sorte que les contributions volontaires soient disponibles le plus rapidement possible. Personne ne doit douter de l'ampleur de la tâche qui se trouve devant nous.

Un fonds fiduciaire a été établi pour recevoir les contributions extrabudgétaires indispensables à la mise en œuvre du Plan d'action immédiate en 2009.

Je voudrais vous assurer de mon engagement personnel, et de celui de tous les agents de la FAO, à conduire les changements prévus et à soutenir la « réforme dans la croissance » que vous avez décidée.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Mais cette trente-cinquième session de notre Conférence se tient aussi à un moment où le monde connaît des perturbations importantes: crise financière, crise économique et crise alimentaire. Face à ces enjeux majeurs, nous devons prendre des décisions importantes pour permettre à la FAO de remplir convenablement son mandat.

(État de l'insécurité alimentaire dans le monde)

Ces trois dernières années ont été marquées par une augmentation rapide des cours des produits alimentaires. L'indice FAO des prix des denrées alimentaires a d'abord augmenté de 9 pour cent entre 2005 et 2006, puis de 24 pour cent l'année suivante, et enfin de 40 pour cent pendant les premiers mois de 2008. En juillet, les bonnes perspectives mondiales de production ont entraîné un tassement des prix des principales céréales. Les prix des aliments ont certes amorcé une tendance à la baisse de 14 pour cent. Mais on constate que l'indice des prix des aliments en septembre 2008 restait toujours en hausse de 51 pour cent par rapport à sa valeur en septembre 2006. Les prix des intrants ont doublé, voire triplé, et sont devenus inaccessibles aux petits producteurs agricoles.

La baisse des prix des produits alimentaires ne doit pas être interprétée comme la fin de la crise. Elle est davantage le résultat d'une baisse de la demande liée au ralentissement économique global que d'une augmentation suffisante de l'offre. Les stocks de céréales doivent en effet être reconstitués. Avec seulement 433 millions de tonnes à l'ouverture, le ratio « stocks-utilisation » de céréales est à son deuxième niveau le plus bas depuis 30 ans. En plus, le fléchissement des prix pourrait entraîner une baisse de la production alimentaire en 2009/2010, ce qui aboutirait à une autre crise alimentaire.

En réponse à des prix plus incitatifs, les pays développés, qui ont une plus forte élasticité de leur offre par rapport à la demande, ont ainsi augmenté de 11 pour cent leur production de céréales. Les pays en développement par contre n'ont enregistré qu'une croissance de 0,9 pour cent. En fait, si on ne prend pas en compte la Chine, l'Inde et le Brésil, on constate que la production de ces pays a en réalité baissé de 1,6 pour cent.

Les importations totales de produits alimentaires ont atteint 827 milliards d'USD en 2007, et pourraient s'élever à 1 020 milliards en 2008. Cela représente une augmentation des coûts des importations de 23 pour cent au niveau mondial et de 35 pour cent pour les pays en développement.

Les conséquences de la crise alimentaire sont dramatiques, notamment pour les ménages pauvres et même pour les petits producteurs qui n'arrivent pas à assurer leur alimentation avec leur propre production. A la fin de 2007 et au début de 2008, des émeutes de la faim ont provoqué des troubles sociopolitiques dans 20 pays sur tous les continents.

Les données les plus récentes de la FAO concernant l'insécurité alimentaire révèlent qu'en 2007, principalement à cause de la hausse des prix, le nombre des affamés dans le monde a augmenté de 75 millions au lieu de diminuer de 43 millions afin d'atteindre l'engagement du Sommet mondial de l'alimentation de 1996.

En octobre 2008, on recensait 36 pays en situation de crise alimentaire grave nécessitant une aide d'urgence. Parmi ces pays, 21 se trouvent en Afrique, 12 en Asie et trois en Amérique latine.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

(Programmes et initiatives)

Pour relever ces défis, il faut non seulement éliminer la faim que subissent 923 millions d'affamés dans le monde, mais aussi doubler la production alimentaire. Il faut en effet nourrir une population actuelle de 6,5 milliards et qui atteindra 9 milliards en 2050.

Les plans, les programmes et les projets existent pour régler le problème de l'insécurité alimentaire dans le monde, même s'ils sont encore susceptibles d'amélioration et d'actualisation.

Nous avons organisé du 3 au 5 juin dernier la Conférence de haut niveau pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Ainsi, les délégués de 181 pays – dont 43 Chefs d'État et de gouvernement et plus de 100 Ministres – ont réaffirmé la nécessité de produire plus, en particulier dans les pays à revenu faible et à déficit vivrier. La déclaration de la Conférence, approuvée par acclamation, a clairement indiqué que l'investissement dans la production agricole était à la base de toute solution durable à la crise alimentaire et que des ressources appropriées étaient nécessaires à cet effet.

Le Sommet du G8 à Hokkaido et la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York ont permis de continuer les échanges de vues sur les causes et les réponses à la crise.

La FAO a mené différentes actions dans le cadre de son initiative de lutte contre la flambée des prix des aliments, lancée le 17 décembre 2007. L'Organisation a ainsi reçu de 79 pays des demandes de participation à ce programme. Les distributions de semences et d'engrais ont déjà commencé ou sont programmées dans 76 d'entre eux. Ce type d'activité n'est d'ailleurs pas nouveau pour l'Organisation puisqu'au cours des 10 dernières années elle a mis en œuvre 1 022 projets de distribution d'intrants pour un montant global de 931 millions d'USD.

Mais je dois dire aussi que, face aux attentes de ces pays, les moyens financiers pour intervenir sont loin d'être à la hauteur des besoins. En dépit de l'enthousiasme des discours et des engagements financiers annoncés par de nombreux pays, une infime partie

de ce qui a été promis en juin dernier a été versée. Seulement 10 pour cent des 22 milliards d'USD annoncés ont été reçus et sont allés essentiellement à l'aide alimentaire d'urgence.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

(Sommet mondial sur la sécurité alimentaire)

La crise financière récente a fait voler en éclat les certitudes triomphantes de la dérégulation des systèmes internationaux de gestion économique. Il n'était donc pas étonnant qu'à l'initiative du Président Nicolas Sarkozy, les plus hautes autorités politiques du monde aient appelé à une refondation du système financier international. C'est dans ce cadre qu'un Sommet du Groupe des 20 s'est réuni la semaine dernière aux États-Unis.

La crise alimentaire n'en requiert pas moins le même degré d'attention. En effet, au-delà de ses dimensions économiques, sociales et éthiques, elle a été un révélateur édifiant des risques graves qu'elle constitue pour la paix et la sécurité du monde.

C'est pourquoi j'ai proposé l'organisation d'un Sommet mondial sur la sécurité alimentaire au cours du premier semestre de 2009 afin de dégager un consensus large pour l'élimination définitive et rapide de la faim dans le monde.

J'ai lancé cette idée au cours de la Journée mondiale de l'alimentation célébrée à New York le 23 octobre dernier en présence du Président Clinton, qui a bien voulu participer à cet événement, et du Secrétaire général des Nations Unies. Je viens de faire la proposition au Président nouvellement élu des États-Unis, Barack Obama, dans mon message de félicitations. Et je l'ai soumise à la considération des Chefs État et de gouvernement des États Membres.

Le Sommet devrait assurer une plus grande cohérence dans la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. Il devrait jeter les bases d'un nouveau système d'échanges agricoles offrant aux agriculteurs des pays développés comme à ceux des pays en développement la possibilité de gagner dignement leur vie. Ils doivent en effet avoir des revenus comparables à ceux des travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire de leurs pays respectifs pour rester dans les activités rurales. Il s'agit de revoir le système agricole international que le Président Roosevelt et les pères fondateurs avaient voulu plus juste et plus soucieux des mal nourris en créant la FAO. A cet effet, nous devons avoir l'intelligence et l'imagination de concevoir des politiques de développement agricole, ainsi que des règles et mécanismes assurant un commerce international non seulement libre, mais aussi équitable.

Ce Sommet devrait en outre trouver 30 milliards d'USD par an pour créer des infrastructures rurales et accroître la productivité agricole du monde en développement. Il faut sauver l'humanité de la faim dans un monde où 365 milliards d'USD ont été consacrés en 2007 au soutien de l'agriculture dans les pays de l'OCDE; où l'on dépense, dans les pays développés et en développement, 1 340 milliards d'USD par an pour les armements; et où l'on a pu trouver en quelques semaines plus de 3 000 milliards d'USD pour tenter de juguler la crise financière mondiale. Dans l'immédiat, un « Fonds d'intervention d'urgence » devrait aussi être envisagé pour avoir une capacité de relance de la production dans les pays à faible revenu et fortement importateurs d'aliments. Il convient d'éviter les situations où, malgré les alertes répétées de la FAO sur la baisse des investissements agricoles en 2002 et la hausse des prix des aliments et des intrants en 2007 notamment, les moyens de réaction rapide pour faire face à ces problèmes n'existaient et n'existent toujours pas.

Pour sa part, la FAO est prête à tout mettre en oeuvre pour collaborer à la préparation, à l'organisation et à la réussite d'un tel Sommet qui doit permettre à tous les peuples de la Terre de bénéficier du « Droit à l'alimentation », qui est le plus fondamental de tous les droits humains.

(Gouvernance)

Il faut en effet corriger le système actuel qui génère une insécurité alimentaire mondiale à cause des distorsions d'un marché international provoquées par les soutiens à l'agriculture, les droits de douane, les barrières techniques au commerce, mais aussi une allocation déséquilibrée des ressources de l'aide publique au développement.

Il faut aussi renforcer au niveau international la lutte contre l'insécurité alimentaire en s'appuyant sur les structures et les programmes déjà en place. Il faut pouvoir concevoir un système mondial mieux adapté aux nouveaux défis de la sécurité alimentaire.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui a été établi après la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 sert de forum pour l'examen et le suivi des politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire mondiale. Chargé directement du suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, le Comité examine aussi les principaux problèmes et questions affectant la situation alimentaire mondiale, surveille les initiatives prises par les parties concernées et propose les mesures nécessaires pour promouvoir l'objectif de la sécurité alimentaire mondiale. Mécanisme intergouvernemental, le CSA a aussi un caractère universel. Il est ouvert à tous les États Membres de la FAO et des Nations Unies, et aux représentants d'autres institutions internationales, d'ONG, de la société civile et du secteur privé.

Cependant, pour pouvoir remplir complètement le rôle qui lui a été dévolu, le CSA doit être amélioré en tant que système de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. Ses capacités d'expertise et d'intervention doivent être renforcées.

Ainsi, la mise en place d'un réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture devrait répondre au besoin de renforcement de la capacité d'expertise du CSA en fournissant une analyse scientifique mettant en lumière les besoins et les risques futurs. Ce réseau, réunissant 400 à 500 experts du monde entier, peut être mis en place au cours de l'année 2009 selon des modalités pratiques de fonctionnement comparables à celles du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

En le renforçant avec le « Partenariat global pour la sécurité alimentaire mondiale », le CSA gagnera en crédibilité et en efficacité, et sera mieux reconnu car plus opérationnel. Pour cela, il doit être doté de prérogatives nouvelles et de capacités réelles d'action, justifiant de la part des États Membres un soutien politique renforcé.

Le CSA doit devenir un lieu de synthèse et d'orientation pour la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire aux niveaux national, régional et international. Il doit aussi être le lieu de débats pour assurer la cohérence du système mondial de sécurité alimentaire: production pour une demande solvable croissante et pour la lutte contre la faim, productivité face au changement climatique et à l'exigence de conservation de l'environnement, filières de production et de sécurité sanitaire des aliments, marché international équitable et revenus rémunérateurs pour tous les agriculteurs, allocation des ressources financières de l'aide publique au développement, de l'investissement étranger direct et des budgets nationaux pour l'agriculture.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

(Conclusion)

Il s'agit donc de réformer la FAO pour qu'elle joue un rôle efficace dans la sécurité alimentaire mondiale. Mais il est aussi indispensable, plus de 60 ans après, de créer un nouveau système de sécurité alimentaire du monde.

Un consensus politique international est donc nécessaire, non seulement pour trouver et appliquer les solutions techniques et économiques appropriées aux défis de la faim et de l'alimentation du monde, mais aussi pour rénover, renforcer et harmoniser des structures de réflexion et de décision, disposant de pouvoirs et de moyens pour l'action.

Je sais que cette Conférence extraordinaire saura nous guider sur la voie du renouveau pour éliminer la faim sur notre planète et créer les bases d'une agriculture de conservation pour l'alimentation de l'Humanité.

Je vous remercie de votre aimable attention.